

N° 100

TEMPOINS

REVUE TRIMESTRIELLE DU SNJ-CGT - N° 100 - JANVIER MARS 2026 - 2,30 €

FIJ

Fédération Internationale des Journalistes

Le temps est venu d'écrire l'avenir

The time has come to write the future

Llego la hora de escribir el futuro

حان الوقت لكتابة المستقبل

**DISCOURS
D'EXTRÊME DROITE :**

**MÉDIAS ET
JOURNALISTES
EN PREMIÈRE LIGNE**

Lire le dossier page 4.



le
snj
cgt

Le rappeur et la journaliste “démolie”

« Existe-t-il un lien entre vaccin à ARN messenger et maladie de Creutzfeldt-Jakob, comme le suggère le rappeur Booba ? » C’est pour avoir enquêté en janvier 2024 sur ce sujet que la journaliste de France Télévisions Linh-Lan Dao a eu droit à plusieurs messages du rappeur sur les réseaux sociaux, bientôt suivi par une partie de son énorme communauté de fans. Le 1^{er} avril, Booba était absent à son procès pour « cyberharcèlement » et « injures racistes », lors duquel le parquet a requis huit mois de prison avec sursis. « Quand je m’exprime sur X, je ne me sens pas responsable d’une meute qui part à l’attaque », avait assuré le rappeur, auditionné par les enquêteurs, comme s’il n’était pas conscient qu’il était alors suivi par six millions de personnes. « Qui n’aurait pas été démoli à la lecture de centaines de tweets ? En tout cas, moi, ça m’a démoli », répond la journaliste. Délibéré le 2 juin.

La star de télé-réalité et les journalistes “voyeuristes” ou “bienveillants”

Le 26 mars dernier, lendemain de la mort, à 48 ans, de Loana Petrucciani, *Charlie Hebdo* publie un dessin la représentant bouffie, avec une paille dans chaque narine, ainsi légendé : « Loana, une femme inspirante. Sniffez la vie par les deux trous. » Jusqu’au bout, la première star de la télé-réalité française – Loft story, en 2001 – aura eu un rapport compliqué avec les médias, qui alternent photos glamour et clichés trash de sa descente aux enfers. Elle pouvait aussi bien trouver les journalistes « intrusifs, violents, sans pitié, voyeuristes » ou estimer que leurs questions « étaient posées gentiment, tout le monde avait l’air bienveillant avec moi », comme elle l’avait confié à « La Revue des médias » (Ina). Tout en estimant qu’on a « sans doute abusé de [s]a naïveté », notamment par cette injonction à répondre à toutes les questions. Et de conclure : « Je suppose que je suis une bonne représentante du traitement qui peut être réservé aux femmes. »

Le cadmium et la journaliste “relativiste”

En février, l’Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail) publie un rapport inquiétant sur « l’imprégnation de la population française au cadmium », un « contaminant [...] reconnu cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction ». À l’image du reste de la presse écrite, *Le Point* met en avant les « risques réels » de l’exposition au cadmium. Mais l’association de critique des médias Acrimed rappelle que cette prise de position arrive après que, pendant de longs mois, l’hebdomadaire a parlé de « fausses alertes » sur le cadmium et même de « faux scandale » concernant son lien avec des formes de cancer. Géraldine Woessner, rédactrice en chef, percevait même « l’ombre de Moscou », les engrais russes étant moins chargés en cadmium que les engrais marocains. Acrimed y voit un élément, parmi de nombreux autres, d’un « parti pris constant [du *Point*], relativiste, favorable à l’agroindustrie ».

Témoins Revue trimestrielle
du Syndicat national des journalistes CGT

Responsable de la publication : Pablo Aiquel.

Ont collaboré à ce numéro :

Textes : Pablo Aiquel, Céline Autin, Houda Benallal, Éléonore Duplay, Ludovic Finez, Marie Gall, Véronique Marchand, Sonia Reyne.

Illustrations : Ilaé Roc.

Rédaction en chef : Ludovic Finez.

Secrétaire de rédaction : Pablo Aiquel.

Révision : Francis Ambrois.

Direction artistique : Ilaé Roc.

Impression : Alliages, 115 avenue Raspail, 94250 Gentilly. Tél. : 01 41 98 37 98.

Commission paritaire : 0928 S 06290.

N° ISSN : 1281-1343.

Téléphone : 01 55 82 87 42 ou 01 55 82 87 41
Courrier électronique : contact@snjcgf.fr
www.snjcgf.fr
twitter.com/snjcgf

En cas de changement d’adresse
Merci de bien vouloir transmettre le plus rapidement possible au syndicat – contact@snjcgf.fr
ou 01 55 82 87 42 – tout changement d’adresse afin de tenir à jour nos fichiers et de vous envoyer au bon endroit *Témoins* ou tout autre document.

Témoins

Nouvelle série, n° 100
janvier - mars 2026

Sommaire

DOSSIER

Discours d’extrême droite : médias et journalistes en première ligne	4
La vigilance plus que jamais de mise	5
Pour dédouaner ses candidats racistes, le RN met l’information locale sous pression	6
De l’hystérisation médiatique du débat politique	7
Informers, décrypter, révéler il en restera toujours quelque chose	8
Commission d’enquête sur l’audiovisuel public : le grand dévoilement	9
“Un détournement assez grave du processus parlementaire”	10
Démonter le discours de l’extrême droite	11
Les préoccupations du journaliste de terrain et celles du “spécialiste” de plateau	12
Identifier et combattre les racismes dans les médias	13

INTERNATIONAL

FIJ : le temps est venu d’écrire l’avenir	14
L’unité, condition sine qua non	16

FEMMES MIXITÉ

Projet GenderedNews : un outil d’analyse des biais sexistes dans la presse	20
--	----

VIE SYNDICALE

Ebra : la CGT en mode rassemblé	21
---------------------------------------	----

VIE DES MÉDIAS

AFP : le spectre de la démotivation	22
Presse magazine : un carnage de plus chez Prisma Media	23
Centre France et Ouest-France : perspectives d’hémorragie dans la presse régionale	23

Cent ans de solidarité !

Prisma Media (*Capital, Géo, Voici, Femme actuelle...*), le groupe Ebra (*Le Dauphiné libéré, Le Républicain Lorrain, Les Dernières nouvelles d'Alsace...*), *Ouest-France, Sud-Ouest, Nice-Matin*, le groupe Centre France (*La Montagne, Le Journal du Centre, Le Berry républicain...*), le groupe Bayard, *La Tribune*, les éditions Croque Futur (*Challenges, Sciences et Avenir, La Recherche*), CMI France (*Elle, Marianne, Franc-Tireur*)... La litanie des plans de licenciements, annoncés ou en préparation, constitue une véritable saignée d'emplois dans la presse écrite, notamment magazine et régionale. Seules les rédactions organisées, armées de solidarité, sauront faire face et se défendre. Comme celles de Croque Futur, que nous accompagnons devant le Conseil d'État et l'Autorité de la concurrence, contre Bernard Arnault, comme celles de Prisma qui ont fait annuler le PSE voulu par Vincent Bolloré, comme celles d'Ebra, qui se préparent à lutter face à un « plan de transformation » annoncé par la nouvelle PDG.

La labellisation des médias en "procès"

En avril dernier, aux Assises du journalisme de Tours, la « labellisation des médias » s'est retrouvée au tribunal pour un procès fictif, dont l'accusé était le dispositif de certification Journalism Trust Initiative (JTI), de Reporters sans frontières. En tant que procureur de la République – de dernière minute –, j'ai porté les critiques de la profession face à ce système payant, qui risque de laisser beaucoup de médias indépendants sur le bas-côté. Finalement, le jury citoyen a suivi le réquisitoire du procureur d'un jour, reconnaissant que cette certification n'était pas un gage de crédibilité et risquait de devenir une atteinte contre la liberté d'informer. Certes, nos critiques sont pertinentes, mais l'absence d'autorégulation préalable reste une question pour l'interprofession, qui doit travailler ensemble, solidairement, afin de faire face aux plates-formes qui pillent la valeur des médias.

Dans ce numéro de *Témoins*, le centième, nous dédions notre dossier, au lendemain des élections municipales, à l'extrême droite, ses menaces contre le journalisme et la lutte que nous menons, à la CGT, contre la montée de ses idées, du racisme et de l'hystérisation médiatique du débat politique. Là encore, la solidarité constitue notre première arme dans notre combat contre le fascisme.

Cent années de plus

Mais, également, nous dédions un focus spécial et polyglotte au Congrès de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) que nous accueillons à Paris. Pour le SNJ-CGT, c'est une fierté que notre slogan « pour un syndicalisme de combat » ait inspiré celui du centenaire de cette organisation, que le SNJ-CGT a rejointe en l'an 2000, après la disparition de feu l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), dans les années 1990. Des bénévoles de tous les syndicats français de journalistes – SNJ-CGT, SNJ, CFDT-Journalistes, SGJ-FO – ont relevé le défi d'organiser ce congrès aux côtés de l'équipe de la FIJ. Nous saluons leurs efforts pour que cet anniversaire soit une réussite. Et, comme on dirait en italien, « cent'anni ! », nous souhaitons à la FIJ cent ans de solidarité de plus !

Pablo Aiquel, secrétaire général du SNJ-CGT, vice-président de la FEJ

DISCOURS D'EXTRÊME DROITE :

MÉDIAS ET JOURNALISTES EN PREMIÈRE LIGNE

En augmentant sensiblement le nombre de mairies dirigées par le Rassemblement national, les élections municipales mettent en avant les difficultés pour les journalistes locaux de travailler dans une ville d'extrême droite. Cette séquence électorale interroge également sur son traitement médiatique, confinant parfois à l'hystérisation du débat politique ou au relais de fausses informations, avec CNews en figure de proue. D'où la nécessité, plus que jamais, de démonter les discours de l'extrême droite. Y compris dans le traitement de la guerre au Moyen-Orient déclenchée par deux pays dirigés par l'extrême droite, Israël et les États-Unis.

*Dossier réalisé par Céline Autin, Houda Benallal, Éléonore Duplay,
Ludovic Finez et Véronique Marchand*





La vigilance plus que JAMAIS DE MISE

Si les municipales n'ont pas entraîné de raz-de-marée de l'extrême droite, elles marquent une étape supplémentaire dans sa progression. De quoi confronter davantage de journalistes encore, notamment de presse locale, à des pratiques antidémocratiques.

Avec 62 maires dans les villes de plus de 3 500 habitants et plus de trois mille conseillers municipaux, toutes tailles de communes confondues, les municipales 2026 marquent indéniablement une nouvelle progression du Rassemblement national (RN) et de ses idées d'exclusion et de haine. « Le vote RN se banalise dans tous les territoires et dans toutes les catégories de la population », remarquait ainsi Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, en ouverture des débats du Comité confédéral national (CCN) du 27 mars. Mais cette progression n'est pas seulement le fait des partis politiques (Rassemblement national, Union des droites pour la République, Reconquête...) clairement identifiés à l'extrême droite, même si ces formations récusent le qualificatif. La droite, sous l'impulsion de leaders comme Bruno Retailleau, président des Républicains, se montre en effet de plus en plus poreuse à ses idées. Le camp macroniste n'est pas en reste, quand il reprend à son compte des slogans du type « ni RN ni LFI ». Compliqué quand, de son côté, la gauche affiche ses fractures.

“Stratégie de la post-vérité”

Certains territoires se retrouvent en première ligne face à cette montée en puissance municipale de l'extrême droite. Le Pas-de-Calais en fait partie. Ce département des Hauts-de-France, qui affichait déjà dix députés RN sur un total de douze circonscriptions, compte désormais quatorze maires RN – particulièrement dans l'ancien bassin minier autour de Lens – douze ans après que le Front national (FN) a conquis la mairie d'Hénin-Beaumont. Cette situation a été évoquée lors de la réunion de CSE (Comité social et économique) spécifique aux journalistes de *La Voix du Nord* le 7 avril. Dans le quotidien régional, c'est la perspective de l'explosion des droits de réponse qui inquiète notamment, une spécialité

du maire d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois, mais également des députés RN du secteur.

« Que fait-on, en termes de contenu journalistique, face à la stratégie de la post-vérité, du harcèlement, de la pression permanente ? [...] Quid des droits de réponse qui pourraient être amenés à se multiplier partout ? Comment gérer cet afflux potentiel ? », écrit ainsi le SNJ-CGT de *La Voix du Nord* dans le compte-rendu qu'il a rédigé de la réunion. « Face à toutes ces situations qui affectent de plus en plus de collègues, il nous semble urgent de réfléchir en commun et de se donner les moyens de contrer certaines pratiques du RN. Faut-il prévoir des sessions de sensibilisation ? Des formations ? Partager systématiquement nos expériences (mais ça prend du temps) ? », s'interroge ainsi le syndicat, qui souligne que « sur le terrain, la rédaction réclame du soutien ».

De son côté, la rédaction en chef du quotidien régional incite à mesurer l'utilisation du qualificatif « extrême droite », pourtant pleinement justifié. Car, aujourd'hui, la simple utilisation de ce terme peut entraîner une demande de droit de réponse, voire des courriers de lecteurs remontés. Tout comme à Radio France l'utilisation du terme « transexuel », par exemple, peut valoir des bordées de critiques envers des journalistes « wokes ». Des interpellations qui peuvent se transformer en insultes, en menaces ou en dépôts de plainte aux allures de procès bâillons lorsqu'un média comme Streetpress, par exemple, multiplie les enquêtes sur les organisations et les personnalités d'extrême droite. Plusieurs journalistes et syndicalistes témoignaient déjà de ce genre de pressions et menaces au printemps 2022, à l'occasion d'une table ronde organisée par le SNJ-CGT. Les choses se sont malheureusement aggravées depuis. ■

L.F.

Pour **DÉDOUANER** ses candidats racistes, le RN met l'information locale sous pression

Le Rassemblement national n'aime pas qu'on l'interpelle sur les frasques de ses candidats. Dans la Somme, les trois principaux médias de radio, télévision et presse écrite en ont fait les frais. Récit.

Ici Picardie (ex-France Bleu), France 3 Picardie, *Courrier picard* : chacun de ces médias qui couvrent la Somme s'est retrouvé, ces derniers mois, pris pour cible par les cadres locaux du RN. Les déboires des candidates et candidats du parti d'extrême droite aux élections municipales ont tout à voir avec cette campagne agressive, qui s'est déroulée en ligne et dans les relations avec les rédactions.

Premier épisode le 26 novembre, lors d'un débat à la fac de droit entre candidates et candidats à la mairie d'Amiens. Mickaël Sahin-Laurent, colistier RN et collaborateur parlementaire du député Jean-Philippe Tanguy, adresse un « salut », bras tendu en l'air, à des étudiantes et des étudiants qui protestent contre la présence du RN. Les médias locaux relatent l'affaire, avec notamment un signalement au procureur déposé par une députée LFI, et reçoivent en retour des messages insistants et menaçants pour obtenir un droit de réponse. Ici et France 3 ne donnent pas suite. Quelques jours plus tard, le 7 décembre, sur le plateau du Grand Jury de RTL, ce sont ces deux médias locaux qui sont attaqués par Jean-Philippe Tanguy, en réponse à une question sur l'audiovisuel public : « France 3 Picardie n'est pas du tout neutre, fait beaucoup de propagande contre le Rassemblement national [...]. France Bleu Picardie, à chaque fois que j'y vais, c'est l'Inquisition [...]. Quand je vais dans ces médias, j'y vais avec un casque. » La rédaction de France 3 choisit de répondre point par point au député dans son édition du soir le 8 décembre.

Propos haineux et racistes sur Facebook

Début mars, Ici Picardie révèle les propos haineux et racistes tenus sur le compte Facebook du sixième colistier du RN à Abbeville, deuxième ville de la Somme. Quelques jours plus tard, *Libération* met en évidence la présence d'une membre du Parti de la France, mouvement pétainiste et antisémite, sur la liste du candidat RN à Amiens, par ailleurs délégué départemental du parti. C'est dans ce contexte que Jordan Bardella se rend à Amiens le 5 mars pour une conférence de presse expresse. La presse locale l'interroge sur les dernières révélations et s'en fait l'écho dans ses différents

reportages. Le lendemain, le candidat RN à Amiens mène, dans une vidéo sur les réseaux sociaux, une charge violente contre *Courrier picard*, accusé de « haine envers le RN » et d'avoir, en annonçant l'événement, « mis en danger les commerçants qui accueillent une conférence de presse alors que c'est un événement privé ». Plusieurs cadres locaux avaient pourtant largement relayé la venue de Jordan Bardella, certains même en partageant un article du journal ! Quant à la divulgation du lieu, le parti lui-même n'a pas fait dans la discrétion en choisissant un bar du centre-ville, devant la gare d'Amiens, qui a attiré aussi bien supporters qu'opposants et opposants.

Réaction intersyndicale

Comme les autres médias locaux, *Courrier picard* est également accusé de ne « taper » que sur le RN. Ce dernier s'empresse d'ailleurs d'attirer l'attention sur des propos tenus en 2015 et 2017 par une colistière de la liste de gauche à Amiens pour la qualifier d'antisémite (une plainte est en cours). Pourtant, *Courrier Picard* avait traité les deux affaires...

Une intersyndicale SNJ-CGT, SNJ, CFDT Journalistes et FO Médias a réagi à ces attaques qui ont mélangé mauvaise foi, contre-feux et utilisation des réseaux sociaux pour amplifier les pressions sur les journalistes. Y compris localement, le RN reste un ennemi de l'indépendance et de la liberté de la presse. ■

Céline Autin

De l'hystérisation médiatique du débat politique

Les élections municipales ont une fois de plus révélé les pires travers médiatiques. D'autres ont fait leur travail, mais avec un écho bien moins important.

La séquence est irréaliste. Dans une intervention multi-rediffusée, deux jours avant le deuxième tour des municipales, l'« envoyé spécial » de CNews, installé à côté de la mairie de Roubaix, décrit une ville avec « des quartiers, des rues islamisées », où « on trouve dans des vitrines des manuels pour enfants pour apprendre à prier le Coran (sic) et en grande majorité des boucheries et des boulangeries halal ». S'il avait poursuivi son grand reportage quelques stations de métro plus loin, juste à côté de la gare de Lille, il aurait pu tomber sur la « Librairie chrétienne », qui vend des ouvrages de vulgarisation de la Bible pour les enfants. S'en serait-il inquiété ?

Le journaliste de CNews explique également être allé devant « une mosquée [de Roubaix] pointée du doigt par les autorités pour sa proximité avec les Frères musulmans et, juste à côté, il y a en vitrine des voiles pour les fillettes ». Il aurait également discuté « avec les habitants qui disent qu'ils cherchent à déménager car à côté de ces problèmes, il y a aussi une insécurité grandissante ». Pas de reportage, pas d'enquête, pas de témoignages, rien... « Cette séquence est une démonstration de racisme décomplexé et d'islamophobie », a immédiatement dénoncé le SNJ-CGT.

CNews en roue libre

Ce n'est là qu'un exemple parmi une multitude de dérapages de CNews, pendant et après la campagne des municipales. On se souvient ainsi des phrases prononcées sur cette antenne pour commenter l'élection de Bally Bagayoko (LFI) à Saint-Denis : « tribu », voire « tribu primitive », « grands singes », « mâle dominant qui dit c'est moi qui décide, toi t'auras à manger, toi t'auras pas à manger, moi j'aurai les femelles, toi t'auras pas les femelles »... Plus généralement, CNews a qualifié de « territoires perdus

de la République » des villes comme Le Blanc-Mesnil, Sarcelles, Vénissieux, Saint-Denis ou Aubervilliers, remportées aux élections municipales par ce qu'elle nomme « des racailles et des islamistes » d'« extrême gauche ».

Mediapart rappelle que, depuis 2019, CNews a été épinglée à vingt-sept reprises par l'Arcom, qui lui a infligé un total de plus de 600 000 € d'amendes. Pourquoi l'Arcom ne va pas plus loin à l'encontre d'une chaîne qui commet de telles infractions à son cahier des charges ? Elle a en effet le droit, après mise en demeure, de suspendre ou retirer une fréquence qu'elle a initialement accordée.

Inversion des valeurs entre fascisme et antifascisme

Les motifs de s'insurger contre les contenus médiatiques – et le traitement de la vie politique en particulier – dépassent cependant de loin le cas caricatural de CNews et de son patron d'extrême droite Vincent Bolloré. Exemple : de BFMTV à RMC en passant par LCI, France 5 ou France info, de nombreux médias ont contribué à colporter, parfois sans même une réaction en plateau, une fausse citation inventée par la fachosphère. Ainsi, Bally Bagayoko n'a jamais qualifié Saint-Denis de « ville des Noirs », mais de « ville des rois et du peuple vivant ».

Avant les municipales, il y a également eu le traitement de la mort de Quentin Deranque, le 12 février à Lyon. Si la violence qui a causé son décès est évidemment inacceptable, d'autres informations ont reçu un écho bien moindre. C'est par exemple le cas des révélations de *L'Humanité*, qui a publié des échanges de boucles internes au collectif Nemesiis évoquant des traquenards tendus à des militants d'extrême gauche. Par ailleurs, une enquête de Mediapart a mis en évidence les dizaines de messages racistes, antisémites et de glorification du fascisme postés ces dernières années par Quentin Deranque. *L'Humanité* évoque « l'imposition d'un récit médiatique où LFI voire la gauche dans son ensemble sont accusées d'avoir du sang sur les mains et où, au contraire, l'extrême droite est absoute de toute violence », soit une « grande inversion » des valeurs entre « fascisme et antifascisme ».

■
L. F.



INFORMER

DÉCRYPTER

RÉVÉLER

il en restera toujours quelque chose

Le collectif Codex 83 s'est donné pour mission de démonter et de lutter contre les idées d'extrême droite dans un département, le Var, où cette dernière se croit en terrain conquis. Un travail malheureusement largement ignoré par la presse locale.

son côté, Cogolin (12 000 habitants) a attendu douze ans pour se débarrasser de l'extrême droite zemmouriste, qui avait pris la ville en 2014. Une liste « divers » a balayé les quatre listes d'extrême droite en lice au premier tour.

Mais ces deux arbres cachent la forêt hantée car, dans le Var, les élus RN dans les conseils municipaux sont passés de 55 à 268 et les villes dirigées par l'extrême droite de deux à sept. Et pas des moindres. D'abord, malgré sa réputation sulfureuse, ses rendez-vous judiciaires et son bilan financier étrillé, David Rachline a été réélu au premier tour à Fréjus (60 000 habitants). Trois villes de la métropole toulonnaise ont été gagnées par les extrêmes droites alliées (RN, zemmouristes, UDR) : La Seyne-sur-Mer, Six-Fours et La Valette-du-Var. Sans oublier Signes, Puget-sur-Argens et Salernes. Du coup, l'élection d'un sénateur RN varois est probable en septembre 2026.

La Codex fait tomber les masques

Même si elle constate l'implantation régulière des extrêmes droites dans le Var, la Codex 83 ne désarme pas. Créée en 2014 après la prise de Fréjus, Cogolin et Le Luc en Provence par le FN, elle s'est donné pour mission d'informer sur les impostures des extrêmes droites et d'alerter sur les dangers qu'elles font courir aux Varoises et aux Varois. Pour ce scrutin 2026, elle a diffusé trois communiqués, titrés « RN, l'imposture municipale », « L'extrême droite au conseil municipal, danger au quotidien » et « Var : quatre villes FN/RN, quatre naufrages ».

Composé aujourd'hui de vingt-trois organisations – partis, syndicats et associations¹ –, ce collectif travaille à dénoncer les mensonges, démasquer les tromperies, rétablir la vérité des faits, dévoiler les manœuvres, vérifier et dévoiler les actes et les votes des élus d'extrême droite au niveau local, national et européen. Pour ce scrutin, la Codex s'est donc fait un devoir de faire une mise au point sur les élus varois d'extrême droite repris de justice et sur l'appât

Ce lundi 30 mars, réunie au local de la Confédération paysanne au Cannet des Maures, dans le centre Var, la Coordination départementale contre l'extrême-droite (Codex 83), dont le SNJ-CGT est un membre actif, dresse un bilan mitigé et inquiet des municipales 2026. Certes, Toulon, préfecture du Var, ville de 186 600 habitants, quatorzième métropole de France, n'est pas redevenue le trophée municipal que le RN espérait. Les traces catastrophiques du mandat 1995-2001 laissées par l'équipe Front national (FN) de Jean-Marie Le Chevallier sont encore vivaces. Pourtant, elle avait mis le paquet, la députée d'extrême droite Laure Lavalette, cachant son étiquette RN, recouvrant les murs de la ville d'affiches six mois avant le vote, invitant Marine Le Pen à venir la soutenir quinze jours avant le premier tour... Malgré cela, le barrage républicain et le « vote utile » pour la maire divers droite sortante Josée Massi ont fonctionné : 52,35 % contre 47,65 % pour Laure Lavalette. De

du gain des maires en place. Mais aussi sur les véritables objectifs du RN, à savoir : engranger des voix pour les sénatoriales, former du personnel politique et quadriller le pays pour la présidentielle de 2027.

La Codex a également décrypté le bilan désastreux des villes FN/RN et zemmouristes : endettement massif, « bétonisation » et affairisme immobilier, fermeture de centres sociaux, coupes dans les budgets sociaux, culturels et associatifs, chasse aux syndicalistes, aux citoyens racisés ou aux militants de gauche. La Codex s'est également intéressée au programme national xénophobe et hostile aux travailleurs, aux votes sexistes, aux invectives racistes et homophobes ou encore aux listes et candidats « faux nez », membres du RN ou soutenus par lui ou ex-candidats mais étiquetés « divers » ou « divers droite » par la préfecture. Malheureusement, le travail de la Codex est peu relayé par la presse locale.

Conférences-débats, concerts...

Présente dans les manifestations de ses organisations membres, la Codex y distribue ses communiqués, qui circulent aussi sur tous les réseaux sociaux de ses adhérents. Elle organise des

conférences-débats, des concerts et elle est de plus en plus sollicitée par des médias nationaux (*Mediapart*, *Libération*, *Politis*, des chaînes Twitch...). En revanche, à part le quotidien *La Marseillaise*, impossible ou presque d'avoir accès à la presse locale *Var Matin*, France 3, Radio France et BFM Var. Pourtant, le directeur des rédactions de *Var Matin* s'était invité, lors du congrès de juin 2024 du SNJ-CGT à Six-Fours, à notre débat sur l'extrême droite. Depuis, pas une seule publication des communiqués de la Codex ! D'ailleurs, on a cherché en vain dans le quotidien varois ce que le collectif a dévoilé ou rappelé concernant des personnalités d'extrême droite varoises dans ses publications. Idem pour l'audiovisuel public ou privé.

Par son travail d'alerte, la Codex est complémentaire des initiatives prises par ses membres pour lutter contre l'extrême droite. Un combat d'autant plus crucial que, dans le Var, le RN s'estime en terrain conquis. ■

Véronique Marchand

1. *Attac*, *CGT*, *Confédération paysanne*, *Debout !*, *Fakir*, *FGR-FP*, *FSU*, *Greenpeace*, *LDH*, *EELV*, *L'Après*, *LFI*, *NPA*, *Parti occitan*, *PCF*, *PS*, *SNUIPP*, *SNJ-CGT*, *Solidaires*, *Sud Éducation*, *UCL*, *USL*, *Visa*. Contact : codexvar@gmail.com.

Commission d'enquête sur l'audiovisuel public : le grand dévoiement

Demandée par l'UDR d'Éric Ciotti, la commission sur l'audiovisuel public a servi de porte-voix à l'extrême droite, en particulier à son rapporteur, Charles Alloncle, qui a multiplié les anathèmes, les informations non vérifiées et les accusations sans preuves.

Q quatre mois et demi, deux cent trente-quatre personnes interrogées, deux cents heures d'auditions... La commission d'enquête parlementaire sur l'audiovisuel public aura offert à l'extrême droite une tribune médiatique sans précédent pour mener à bien une entreprise de dénigrement systématique en déployant ses obsessions. De la première à la dernière séance, les mêmes questions auront tourné en boucle, peu importe les réponses apportées.

Les obsessions de Charles Alloncle

Prix des hôtels au festival de Cannes, indemnités de licenciement, contrats avec les producteurs privés : le rapporteur Charles Alloncle

(UDR) n'a eu de cesse de jeter le discrédit sur les programmes et sur le fonctionnement de Radio France et de France Télévisions. Ainsi, le député est revenu plusieurs fois sur les « frais de réception » pendant le confinement de 2020, refusant d'entendre qu'il s'agissait en réalité des plateaux repas pour les équipes qui n'ont jamais cessé le travail, pour continuer à informer pendant cette période où la cantine et les restaurants étaient fermés.

Sur les réseaux sociaux, le rapporteur publiait ses questions, jamais les réponses qui lui étaient apportées, utilisant la commission d'enquête pour cultiver sa visibilité, multipliant les interviews et couvertures de journaux d'extrême droite. En février, le *JDNews* consacrait sa une au député ciottiste, présenté comme « l'homme

qui valait quatre milliards ». Les quatre milliards d'euros du budget de l'audiovisuel public, qu'il proposait dans cette interview de consacrer plutôt à la rénovation des églises !

Les salariés invisibilisés

Dans cette très longue séquence, quatre heures seulement ont été consacrées aux syndicats représentatifs de Radio France et de France Télévisions. Et sur ces quatre heures d'auditions, le rapporteur a consacré plusieurs questions à des attaques contre la CGT, au mépris à la fois du sujet de sa propre commission d'enquête et de la liberté d'expression syndicale.

Il aurait pu s'intéresser aux conditions de travail des salariés, dégradées par plusieurs décennies de baisse de financement. À la capacité de transformation de l'audiovisuel public qui a su, malgré ces fortes contraintes, s'adapter au virage numérique en devenant le premier média français d'information en ligne. Aux conséquences délétères de ses insinuations pour les journalistes de l'audiovisuel public, confrontés sur le terrain et dans leur vie privée à un climat de suspicion.

Ces questions ont été soulevées par des députés des autres groupes parlementaires. Mais Charles Alloncle avait déjà quitté la salle. Il n'était pas présent quand les représentants du personnel ont expliqué l'inquiétude permanente des salariés de France Télévisions et de Radio France pour leurs emplois et leur mission de service public. Une absence de respect qui s'est aussi exprimée dans la décision de réduire de moitié le temps consacré aux propos liminaires des élus syndicaux, à quelques heures de leur audition.

La présidentielle en ligne de mire

En revanche, des personnalités comme Patrick Sébastien ou Jacques Cardoze, ancien rédacteur en chef de « Complément d'enquête », ont pu longuement dénigrer leur ancien employeur et porter des accusations sans fondement. En tant qu'actionnaire de la société de production Banijay, Vincent Bolloré a eu plus de deux heures pour s'exprimer, notamment au sujet de France Télévisions, qui devrait selon lui être entièrement financée par la publicité. Il a également eu tout le temps qu'il désirait pour étaler sa foi chrétienne dans le temple de la République et se présenter en défenseur de la liberté, sans que la moindre question ne lui soit posée sur le non-respect des obligations de pluralisme de sa chaîne CNews. De ce point de vue, le président Jérémie Patrier-Leitus (Horizons), qui a tenté de se présenter comme le garant de la dignité de la commission, n'a pas fait mieux que son collègue Alloncle. Les dernières auditions, celles de Mathieu Pigasse, de Xavier Niel, actionnaires de la société de production Mediawan, et de Delphine Ernotte, PDG de France Télévisions, entendue pour la seconde fois en séance de clôture, ont permis d'enrayer le narratif de Charles Alloncle et de défendre l'importance et la qualité du travail fourni par l'ensemble des salariés du service public. Suffiront-elles à effacer plusieurs mois d'attaques permanentes à un peu plus d'un an de l'élection présidentielle ? Pour l'audiovisuel public, l'extrême droite porte un programme très clair, la privatisation et le démantèlement d'un bien commun. Plus que jamais, la mobilisation paraît indispensable pour préserver ce qui reste un outil essentiel au fonctionnement de la démocratie. ■

Éléonore Duplay

Un détournement assez grave du processus parlementaire

A l'heure où ces lignes sont écrites, on ne sait pas si le rapport écrit par Charles Alloncle sera approuvé par une majorité de ses collègues de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, donc s'il sera publié. Quoi qu'il en soit, « cette commission est une farce et on a touché le fond avec l'audition de Bolloré », tranche Lionel Thompson, délégué syndical SNJ-CGT à Radio France, qui fait partie des syndicalistes qui ont été auditionnés, ainsi que nos camarades Éléonore Duplay et Georges Pinol pour France Télévisions. « Ce n'est pas une bonne publicité pour le travail parlementaire. C'est même un détournement assez grave du processus parlementaire », ajoute-t-il.

« Sur le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public, il y aurait pourtant des choses à dire, nous sommes les premiers à le reconnaître », commente-t-il. Face à lui, Charles Alloncle s'est notamment focalisé sur les « quatorze semaines de congés » à Radio France. Quitte à mélanger congés, RTT, compensation pour

les onze jours fériés annuels travaillés, semaine supplémentaire d'ancienneté... Lionel Thompson lui a également fait remarquer qu'un rapport sur les conditions de travail à Radio France fait état du « dépassement régulier des horaires de travail, y compris de façon volontaire » de la part des salariés.

Les élus d'extrême droite présents au sein de la commission ne s'intéressent pas non plus aux conséquences des anathèmes contenus dans leurs questions et de leurs messages postés sur les réseaux sociaux. Ainsi, une journaliste de Radio France a été jetée en pâture pour avoir simplement fait son travail : réaliser un sujet sur une plate-forme de rap qui mène campagne contre l'extrême droite. Elle a été victime d'une vague de cyberharcèlement. Dans ses quelques minutes de propos liminaires avant l'audition, Lionel Thompson a également tenu à rétablir une vérité : « Non, l'audiovisuel public français ne coûte pas un pognon de dingue. C'est moins que la BBC ou qu'en Allemagne. » ■



DÉMONTER le discours de l'extrême DROITE

Prises de position, participation à des mobilisations, formations à destination des syndiqués... La lutte contre les idées d'extrême droite est un fil rouge de la CGT, qui édite notamment des fiches argumentaires pour démonter les discours et les pratiques de l'extrême droite.

« Dans ses discours, le RN affiche son attachement à l'intérêt général, à la protection, à la solidarité. Dans les faits, la "priorité nationale" désormais formulée "aux Français" constitue le pilier structurant de son projet, mais s'oppose aux principes fondamentaux des services publics et de la fonction publique. » Le prétendu attachement du Rassemblement national à la défense du service public et de la fonction publique fait partie des nombreuses impostures démontées dans les onze fiches thématiques de la CGT¹, initialement publiées en 2017, que la Commission confédérale de lutte contre les idées d'extrême droite vient de mettre à jour. Celles-ci sont destinées à « outill[er] nos militants pour mener cette bataille qui est un objectif fondamental » de la CGT. « Les expériences de gestion municipale de l'extrême droite confirment cette dérive d'une gestion clientéliste et partisane des services publics, et contraire au précepte fondateur d'égalité républicaine : attaques contre la culture, baisse des subventions à certaines associations, suppression des repas de substitution dans les cantines, atteinte aux principes de laïcité, etc. », précise la fiche dédiée aux services publics.

Un programme favorable au capital

Une autre fiche fait le point sur le discours économique du RN : « Même si le RN entretient un double discours, en se présentant comme le défenseur des artisans, commerçants et des PME [petites et moyennes entreprises], il reprend dans les faits les revendications du grand patronat. [...] Son rapport parlementaire sur les "freins à la réindustrialisation" (2025), porté par Jean-Philippe Tanguy, en

est une parfaite illustration : il reprend presque mot pour mot les propositions du Medef et des fédérations industrielles, sans jamais intégrer ni les besoins ni la voix des travailleuses. Les votes du RN au Parlement confirment ce choix : soutien à la loi Duplomb – qui favorise l'agro-industrie au détriment de la santé publique et de la biodiversité –, adoption de la loi de "simplification" – qui affaiblit les protections environnementales et sociales –, appui à un moratoire sur les énergies renouvelables, au bénéfice des grands acteurs du nucléaire. »

"Anéantir les syndicats"

Les fiches argumentaires de la CGT rappellent aussi que la violence est une des armes de l'extrême droite. Parmi de nombreux exemples : en février 2025 à Paris, l'attaque d'une soirée-débat antifasciste, au cours de laquelle un militant CGT a été gravement blessé ; en octobre dernier, la façade de la CGT d'Antibes recouverte de croix gammées. On trouve également dans le matériel mis à disposition par la CGT des détails sur le « projet historique de l'extrême droite pour anéantir les syndicats » – et ses prolongements on ne peut plus actuels –, sur sa « vision [qui] conduit à une répartition des fonctions qui cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer » ou encore sur « la repolitisation de la question du logement par le RN, [qui] passe par la mise en avant de sa revendication d'une "préférence nationale" dans l'attribution des logements sociaux » et « demeure inconstitutionnelle ». ■

1. <https://www.cgt.fr/luttecontrelextremedroite>



Les préoccupations du journaliste de terrain et celles du "spécialiste" de plateau

La question du rapport des médias au narratif d'extrême droite ne se pose pas que dans le traitement de l'actualité nationale. La guerre au Moyen-Orient, déclenchée par Israël et les États-Unis, nous plonge dans le même débat.

« Là où certains "meurent", d'autres sont "tués", voire "assassinés". Là où certaines opérations sont présentées comme des "frappes préventives" d'autres sont immédiatement qualifiées d'"attaques". Ces choix lexicaux ne sont pas neutres : ils hiérarchisent implicitement les vies et orientent la lecture morale des événements. » Dans une tribune publiée fin mars, une soixantaine de « journalistes pigistes et de médias indépendants » se « désolidaris[ent] de la couverture de la guerre au Moyen-Orient », constatant que « trop de journaux, de magazines, de chaînes de télévision et de radios produisent une lecture partielle de cette actualité pourtant majeure, aux conséquences humaines, politiques et géopolitiques considérables ». La tribune interroge également « le terme "évacuation" pour désigner des déplacements massifs de populations civiles », là où le « droit international humanitaire » parle de « transferts forcés, voire de déportations ». Les signataires pointent « un manque criant de pluralisme », avec des « prises de parole de représentants israéliens fréquentes, parfois hégémoniques » – alors même que Netanyahu est sous le coup d'un mandat d'arrêt international – et des « représentants politiques des autres parties impliquées marginalisés ». Le texte dénonce enfin « la multiplication de chroniqueurs et chroniqueuses présents non pas pour établir des faits mais pour exprimer des positions idéologiques », brouillant « la frontière entre information et opinion ».

« Des mots que je ne devrais pas utiliser »

« Notre univers médiatique baigne dans un vocabulaire de banalité, et moi-même, quand j'interviens en direct sur LCI ou France Inter, il m'arrive d'utiliser des mots que je ne devrais pas. Or bien qualifier est nécessaire pour la justesse de l'information », reconnaît dans un entretien avec *Télérama* Arthur Sarradin, journaliste

pigiste, correspondant au Liban de nombreux médias (TF1/LCI, Radio France, *Libération*, RTS, Radio Canada...), non signataire de la tribune. Il revient notamment sur un article qu'il a écrit en avril pour *Libération* et qu'il a commenté ainsi sur Instagram : « C'est un reportage que je pensais ne pas pouvoir mener jusqu'au bout. » Pourquoi ? « Car c'était terrifiant de voir Beyrouth mutilée en un instant, avec le slogan de l'armée israélienne : "Cent frappes en dix minutes". La réalité, c'était des massacres, des gens paniqués, des appartements effondrés. À ces moments-là, l'intime se mêle à notre travail de journaliste, car ce sont aussi les cafés où l'on travaille, les magasins où l'on fait nos courses, les endroits où l'on vit qui sont touchés. L'information nous dépasse. »

« Priorité absolue au récit »

Dans sa couverture de la guerre, Arthur Sarradin se fixe « une priorité absolue au récit », mais aussi celle de « replacer au centre la question du droit. Il faut [...] parler de crime de guerre, redire, par exemple, que le droit interdit de tirer sur une ambulance civile. Je n'aime pas parler d'"élimination" ou de "disparus" : des gens ont été tués », détaille le journaliste. Il qualifie sa pratique du métier de « journalisme de déambulation, on ne sait jamais sur quoi on va tomber ». Il se fixe des limites : « Là où j'ai peur, je n'y vais pas. [...] Beaucoup de mes confrères ont été tués à Gaza et une vingtaine sont morts ici, au Liban, depuis 2023. On sait que l'armée israélienne cible et tue des journalistes, alors que le droit international impose de les protéger. »

Malheureusement, ces préoccupations d'un journaliste de terrain ne semblent pas partagées par de nombreux autoproclamés « spécialistes tout-terrain » qui écumant les plateaux.

■
L. F.

Identifier et combattre les racismes dans les médias



Conçu comme outil de prévention et de lutte contre les racismes au travail, un « racistomètre », imaginé par le SNJ-CGT en partenariat avec l'Association des journalistes antiracistes et racisés-es (Ajar), sera diffusé avant l'été.

L'idée de créer un « racistomètre » s'est imposée en juin 2025 lors de la Conférence nationale du SNJ-CGT, engagé dans une lutte contre toutes les formes de racisme dans les médias. Une première enquête lancée en 2022 avait permis de révéler un racisme systémique¹ sévissant dans de nombreuses rédactions (voir *Témoins* n° 88, janvier-mars 2023). Plus de 24 % des journalistes ayant répondu s'y déclaraient victimes de racisme et 44 % victimes de discriminations de genre, d'orientation sexuelle, de religion ou en rapport avec les origines. C'est dans la continuité de ce travail et pour pouvoir briser, cette fois, le silence sur un racisme moral et individuel dans les médias de France que ce racistomètre a été imaginé. Instrument de prévention destiné à mesurer différentes formes de discrimination raciale, le racistomètre est un nouvel outil inspiré du « violentomètre » de l'Ugict-CGT (CGT des ingénieurs, cadres et techniciens), dans l'objectif d'une appropriation rapide par les salariés et les élus de CSE (comité social et économique).

Grader son environnement de travail

En tout, vingt-sept choix de situations ou items favorisent une identification facile de la personne discriminée, en la plaçant en tant qu'observatrice de son propre contexte de travail. Ces différentes

situations sont classées en quatre environnements de travail, du plus sain au plus dangereux, pour permettre d'évaluer tout milieu professionnel médiatique, sachant que les limites d'une catégorie à l'autre sont parfois étroites. Une notice explicative, qui accompagne le racistomètre, liste des moyens d'action possibles en cas de racisme détecté dans une rédaction.

Fruit d'un travail collectif à l'initiative du SNJ-CGT, ce racistomètre a réuni durant quelques mois des journalistes syndiqués CGT et des membres d'Ajar dans une démarche de consensus. Portée par le combat contre le racisme dans les médias depuis sa création en 2023, Ajar regroupe plus d'une centaine de journalistes. Le lancement de ce racistomètre se fera dans quelques semaines, dans un contexte alarmant de banalisation voire d'hégémonie des discours d'extrême droite, relayés par des titres de presse et des médias, en particulier ceux détenus par le milliardaire Vincent Bolloré. Cette coopération entre le SNJ-CGT et Ajar entend accentuer la lutte contre les racismes dans les rédactions.

Houda Benallal

1. Le racisme systémique ou « politique » est imputé à une structure liée à l'organisation de la société par les institutions. Le racisme moral repose sur des jugements de valeur ou une haine interpersonnelle sur la couleur de peau, les croyances religieuses (ou supposées) ou encore l'origine ethnique.



Bienvenue à toutes et tous les congressistes ! Le numéro 100 de notre magazine *Témoins* arrive idéalement pour le centenaire de la Fédération internationale des journalistes. Il est ainsi un numéro collector, avec quelques lignes dans les langues de l'internationalisme syndical qui nous rassemble, à Paris.

Mais la fête sera belle et le congrès réussi si nous sommes capables de relever collectivement le défi de rendre cette organisation accueillante pour tous ses membres et futurs membres. Ne nous leurrions pas, cela n'a pas été le cas lors des derniers mandats. Les divisions, les dysfonctionnements, les discours tendant à créer des rivalités entre journalistes de différentes parties du globe ont plongé la FIJ au bord du précipice.

Le travail du groupe de dialogue a permis de garder le lien avec les syndicats qui ont quitté l'organisation. Il s'agit maintenant de décider si nous voulons faire les efforts nécessaires, corriger les erreurs pour réunifier le mouvement syndical international des journalistes ou si nous voulons prendre le risque qu'elle ne vive pas bien longtemps après son premier siècle. Le moment est décisif. Comme le soulignent des dirigeants de tous les continents dans les pages suivantes, il s'agit de renouveler notre organisation, d'articuler une réponse politique, de répondre dans l'unité aux défis à venir pour le journalisme. Nous, le SNJ-CGT, veillerons à ce que le congrès se déroule de la meilleure des manières, sans invectives ni intimidations, dans le respect et l'esprit de solidarité. Car la mission du prochain comité exécutif est historique : le temps est venu d'écrire l'avenir.

Pour un congrès qui commence un 4 mai, nous leur adressons le message de lutte et d'espoir qui s'impose : que la force soit avec vous !¹

Pablo Aiquel

1. Le 4 mai est la journée internationale Star Wars, car cette date constitue un jeu de mots anglophone basé sur la phrase culte « Que la Force soit avec toi », transformée en anglais en « May the 4th be with you ».



Le temps est venu The time has come Llego la hora de تأبئة المستقبل

Bienvenidos a tod@s l@s delegad@s! El número 100 de nuestra revista *Témoins* (Testigos) llega idealmente con motivo del centenario de la Federación Internacional de Periodistas. Se trata, pues, de un ejemplar de colección, con algunas líneas en los idiomas del internacionalismo sindical que nos reúne en París.

Pero la fiesta será grandiosa y el congreso un éxito si somos capaces de asumir colectivamente el desafío de hacer que esta organización sea acogedora para todos sus miembros y futuros miembros. No nos engañemos, esto no ha sido así durante los últimos mandatos. Las divisiones, las disfunciones, los discursos que tienden a crear rivalidades entre periodistas de diferentes partes del mundo, han hundido a la FIP al borde del precipicio.

El trabajo del grupo de diálogo permitió mantener vínculos con los sindicatos que abandonaron la organización. Ahora es cuestión de decidir si queremos hacer los esfuerzos necesarios, corregir los errores, reunificar el movimiento sindical internacional de periodistas o si queremos correr el riesgo de que no viva mucho después de su primer siglo. El momento es decisivo. Como señalan líderes de todos los continentes en las próximas páginas: se trata de renovar nuestra organización, articular una respuesta política, responder en unidad a los desafíos que enfrenta el periodismo. Nosotros, el SNJ-CGT, velaremos porque el congreso se desarrolle de la mejor manera posible, sin invectivas ni intimidaciones, dentro del respeto y el espíritu de solidaridad. Porque la misión del próximo comité ejecutivo es histórica: ha llegado la hora de escribir el futuro.

Para un congreso que comienza el 4 de mayo, les estamos enviando el mensaje esencial de lucha y esperanza: ¡qué la fuerza los acompañe!¹.
1. El 4 de mayo es el día Internacional de la Guerra de las Galaxias, ya que la fecha es un juego de palabras en inglés basado en la frase « May the Force be with you », transformada en « May the 4th be with you ».



En juin 2024, quelques semaines avant la libération de Julian Assange, Zuliana Lainez, Pablo Aiquel et Dominique Pradalié, ont participé à une manifestation devant la prison de Belmarsh, à Londres, où le journaliste australien était arrêté.

Welcome to all delegates! Issue 100 of our magazine Témoins (Witnesses) ideally arrives for the centenary of the International Federation of Journalists. It is thus a collector's issue, with a few lines in the languages of trade union internationalism which brings us together in Paris.

But the party will be great and the congress a success if we are able to collectively take up the challenge of making this organization welcoming for all its members and future members. Let's not kid ourselves, this has not been the case during the last mandates. The divisions, the dysfunctions, the speeches tending to create rivalries between journalists from different parts of the globe, have plunged the IFJ to the edge of the precipice.

The work of the dialogue group made it possible to maintain links with the unions who left the organization. It is now a matter of deciding whether we want to make the necessary efforts, to correct the mistakes, to reunify the international journalists' union movement or whether we want to take the risk that it will not live long after its first century. The moment is decisive. As leaders from all continents point out in the coming pages: it is about renewing our organization, articulating a political response, responding in unity to the challenges ahead for journalism. We, the SNJ-CGT, will ensure that the congress takes place in the best possible way, without invective or intimidation, in respect and the spirit of solidarity. Because the mission of the next executive committee is historic: the time has come to write the future.

For a congress that begins on May the 4th, we are sending them the essential message of struggle and hope: may the force be with you.

IFJ d'écrire l'avenir to write the future escribir el futuro حان الوقت لك

مرحبًا بجميع المشاركين والمشاركات في المؤتمر،

يأتي العدد 100 من مجلتنا «تيموان» («شهود») في توقيت بالغ الأهمية، متزامنًا مع الذكرى المئوية لتأسيس الاتحاد الدولي للصحفيين. وهو عددٌ تذكاري مميز، يحمل في طياته سطورًا بلغات الأمم الناقية التي توحدنا هنا في باريس.

غير أن نجاح الاحتفال ونجاح المؤتمر لن يتحققا إلا بقدرتنا الجماعية على رفع التحدي الحقيقي: جعل هذه المنظمة فضاءً منفتحًا، جامعًا ومرحبًا بجميع أعضائها، الحاليين منهم والمستقبليين. ولنكن صريحين: لم يكن هذا هو الحال في الفترات السابقة. فقد دفعت الانقسامات والاختلالات والخطابات التي غذت التنافس بين الصحفيين عبر العالم الاتحاد الدولي للصحفيين إلى حافة الانهيار.

لقد ساهم عمل مجموعة الحوار في الحفاظ على الروابط مع النقابات التي غادرت المنظمة. واليوم، يقع على عاتقنا أن نحسم خيارنا: نحن أمام مسؤولية بذل الجهود الضرورية، وتصحيح الأخطاء، والعمل بصدق من أجل توحيد الحركة الناقية الدولية للصحفيين، دون المخاطرة بأن لا يصمد هذا الكيان طويلًا بعد مئة عام من وجوده. إنها لحظة نضالية فاصلة. وكما يؤكد القادة النقابيون من مختلف القارات في الصفحات التالية، فإن المرحلة تفرض علينا تجديد منظمنا، وصياغة ردّ سياسي جماعي، والتصدي للتحديات المقبلة للصحافة بروح الوحدة والتضامن.

ومن جانبنا في "أس ان جي - سي جي تي"، نحرص على أن ينعقد المؤتمر في أفضل الظروف، بعيدًا عن المشاحنات والمزايدات، وفي إطار من الاحترام المتبادل وروح التضامن النقابي.

إن مهمة اللجنة التنفيذية القادمة مهمة تاريخية بكل معنى الكلمة: لقد حان الوقت لكتابة المستقبل. وبمناسبة انعقاد هذا المؤتمر في الرابع من ماي، نوجه إليهم رسالة نضال وأمل: لتكن القوة في صفكم!

L'UNITÉ : condition sine qua non !

Propos recueillis par Pablo Aiquel

Jennifer Moreau / Canada

Déléguée nationale et présidente du conseil des médias d'Unifor (Canada), membre du ComEx et du CoDir du Conseil de genre depuis 2019, a participé aux congrès de Tunis et d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

Ravie, honorée et prête à nous battre pour les cent prochaines années de liberté de la presse.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

2. Il s'agit d'un congrès très important, qui façonnera l'avenir de la FIJ et la lutte pour le journalisme dans les années à venir. Avec la montée de l'extrémisme à l'échelle mondiale, nous sommes confrontés à des meurtres et à des attaques sans précédent contre les journalistes, la liberté de la presse et la démocratie dans le monde entier. À Gaza, nous avons assisté au massacre de journalistes le plus concentré de l'histoire récente, et le niveau d'impunité est choquant. La FIJ est confrontée au combat de sa vie, et nous devons être plus forts et plus unis que jamais si nous voulons gagner. Cela signifie surmonter nos divergences internes, bâtir de meilleures alliances et élaborer une stratégie de riposte mondiale renouvelée. Je crois que nous pouvons y parvenir, mais seulement si nous nous unissons. Nous sommes tous confrontés aux mêmes problèmes, qu'il s'agisse des conditions de travail, de la sécurité, de la censure ou de l'intelligence artificielle. La FIJ nous donne la possibilité de proposer les meilleures et les plus brillantes solutions venant des quatre coins du monde. C'est la beauté de cette organisation et c'est ainsi que nous gagnons. Ma vision pour la FIJ est celle d'un espoir renouvelé, avec davantage de communication et de connexions entre les affiliés et une stratégie globale pour renforcer le journalisme et sauver la démocratie.



Nasser Abu Bakr / Palestine

Président du Syndicat des journalistes palestiniens, membre de l'ExCom depuis 2016, vice-président depuis 2022, a participé aux congrès d'Angers, de Tunis et d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

Participer au 100^e anniversaire de la Fédération internationale des journalistes est un honneur et une responsabilité : contribuer à écrire une nouvelle étape de l'histoire du syndicalisme journalistique mondial pour les cent années à venir.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Ce centenaire est un tournant historique et un nouveau départ. Face aux profondes mutations des médias et aux pertes tragiques enregistrées parmi les journalistes au cours des deux dernières années, notre mission est claire : renforcer l'action syndicale et défendre les journalistes dans l'exercice de leur métier partout dans le monde.



Mylène Girardeau / France

Membre du Comité national du SNJ, a participé aux congrès de Tunis et d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

C'est un honneur pour moi de recevoir les délégués du monde entier à Paris pour cet anniversaire et j'ai eu beaucoup de plaisir à contribuer à son organisation.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Exercer notre métier n'a jamais été si dangereux. Trop de nos confrères et consœurs sont assassinés pour livrer au public une information éclairée. Les procédures bâillonnées se multiplient, les conditions de travail se dégradent, le pluralisme est menacé, et des actionnaires peu soucieux de la qualité de l'information aimeraient nous remplacer par des IA. Les fake news poussées par des algorithmes menacent le débat démocratique. Face aux autocrates et à l'extrême droite qui progressent partout, nous devons plus que jamais être unis syndicalement pour contrer ces menaces mondiales et garantir une presse libre, vivante, aux prochaines générations.



Adam Portelli / Australie

Directeur général adjoint de l'Alliance media, divertissement et arts (MEAA), membre du ComEx depuis 2022, a participé au congrès d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

C'est un honneur et une grande responsabilité pour moi de faire partie de la délégation de la MEAA réunie pour célébrer le centenaire du syndicalisme des journalistes, alors que nous sommes confrontés à des menaces importantes.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Les professionnels des médias et les communautés qu'ils servent ont besoin d'un plan qui réponde aux défis auxquels le journalisme est confronté, ainsi que d'une fédération syndicale mondiale unifiée. Il est essentiel que nous mettions en œuvre ces deux éléments.

**Marion Obam Mahel / Cameroun**

Présidente du Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC), élue à l'ExCom en 2022, a participé aux congrès de Tunis et d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

Une fierté d'appartenir à une organisation centenaire de défense des droits des journalistes.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Le monde change, les journalistes et les médias sont des cibles. Le pouvoir de l'information n'est plus toujours au service de la vérité. La FIJ devra apporter des réponses claires à ces mutations du monde (intelligence artificielle, assassinat et génocide des journalistes, fiabilité et intégrité de l'information, protection des droits des journalistes), pour garder le flambeau de l'espérance des journalistes allumé.

**Ulrika Hyllert / Suède**

Présidente du Syndicat suédois des journalistes. A participé à un congrès, à Tunis.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

Je suis incroyablement reconnaissante envers tous ceux qui ont travaillé et lutté au cours des cent dernières années au sein de la FIJ, ce qui nous a permis d'être ici aujourd'hui.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Nous devons créer les conditions nécessaires pour rester forts et unis dans un monde où la démocratie, la liberté de la presse et les droits syndicaux sont de plus en plus sous pression. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons contribuer à changer la direction du monde. Dans le même temps, nous devons continuer d'évoluer et de renouveler notre organisation pour rester pertinente au cours des cent prochaines années, ce que nous devons à ceux qui nous succéderont.

**Zuliana Lainez / Pérou**

Présidente de l'Association nationale des journalistes du Pérou, membre de l'ExCom depuis 2010, vice-présidente depuis 2019, a participé aux congrès de Moscou, de Cadix, de Dublin, d'Angers, de Tunis et d'Oman.

Qu'est-ce que cela fait de participer au 100^e anniversaire de la FIJ ?

Avec enthousiasme. À une époque où la fragilité institutionnelle est telle qu'une organisation syndicale mondiale célèbre son premier centenaire dans un contexte aussi défavorable à la pratique journalistique et aux libertés de l'information dans le monde, c'est encourageant. Qu'il s'agisse d'une étape pour réaffirmer notre engagement collectif est un moment historique.

Quels sont les enjeux de ce congrès du centenaire pour notre organisation et pour le journalisme ?

Ce congrès ne sera pas seulement commémoratif, il aura le devoir d'articuler une réponse politique et syndicale au moment particulièrement critique que traverse le journalisme dans le monde. À Gaza, en Ukraine, au Moyen-Orient, mais aussi dans le reste de l'Europe, en Asie, en Afrique, en Océanie et dans les Amériques. Nous devons répondre collectivement à un contexte marqué par les violences contre les journalistes, la persistance de l'impunité et de la précarité de l'emploi et la fragilisation des rédactions. À cela s'ajoutent la désinformation, la stigmatisation de la presse et la pression des gouvernements – autoritaires mais aussi démocratiques – qui cherchent à limiter la pratique journalistique.

Nous avons besoin d'une FIJ plus proche, plus représentative et active à tous les niveaux, garantissant que sa direction reflète la diversité des syndicats et que ses décisions se traduisent en actions concrètes dans les territoires. La FIJ doit promouvoir des réponses mondiales : depuis les cadres réglementaires et le financement durable jusqu'aux instruments de protection internationale, comme une convention contre la violence contre les journalistes. Cela nécessite de renforcer les alliances avec le mouvement syndical international et de positionner le journalisme comme un élément central de l'agenda du travail décent. Dans un contexte de fragmentation et de revers, consolider une voix mondiale forte, coordonnée et solidaire est non seulement nécessaire mais stratégique car, sans journalistes organisés, il n'y a pas de réelle capacité à défendre le journalisme ou la démocratie.



UNITY: A SINE QUA NON CONDITION !



Jennifer Moreau / Canada

National representative and chair of Unifor's Media Council (Canada), member of ExCom and Gender Council Steering Committee since 2019, have attended to congresses in Tunis and Oman.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

Thrilled, honoured and ready to fight for the next 100 years of press freedom.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

This is a very important congress, one that will shape the future of the IFJ and the fight for journalism for the years to come. With the global rise of extremism, we are facing unprecedented killings and attacks on journalists, press freedom and democracy worldwide. In Gaza, we've witnessed the single most concentrated killing of journalists in recent history, and the level of impunity is shocking. The IFJ is facing the fight of a lifetime, and we must be stronger and more united than ever if we hope to win. That means working through our internal differences, building better alliances, and developing a renewed global fight-back strategy. I believe we can do this, but only if we are pulling together. We all are facing the same problems – whether it's working conditions, safety, censorship or artificial intelligence. The IFJ gives us the chance to bring the best and brightest solutions to the table from every corner of the globe. That is the beauty of this organization, and this is how we win. My vision for the IFJ is one of renewed hope, with more communication and connection between affiliates and a master strategy to strengthen journalism and save democracy.



Nasser Abu Bakr / Palestine

President of the Palestinian Journalists' Syndicate (PJS), member of ExCom since 2016, vice-president since 2022, have attended to congresses in Angers, Tunis and Oman.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

Participating in the 100th anniversary of the International Federation of Journalists is an honor and a responsibility : contributing to writing a new stage in the history of global journalistic unionism for the next hundred years.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

This centenary is a historic turning point and a new beginning. Faced with the profound changes in the media and the tragic losses recorded among journalists over the last two years, our mission is clear : to strengthen union action and defend journalists in the exercise of their profession throughout the world.



Mylène Girardeau / France

Member of National Committee of the SNJ, have attended congresses in Tunis and Oman.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

It is an honor for me to receive delegates from all over the world in Paris for this anniversary, and I had a lot of pleasure in contributing to its organization.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

Practicing our job has never been so dangerous. Too many of our brothers and sisters are murdered to provide the public with informed information. SLAPP procedures are multiplying, working conditions are deteriorating, pluralism is threatened, and shareholders who care little about the quality of information would like to replace us with AI. Fake news pushed by algorithms threaten democratic debate. Faced with autocrats and the far-right who are making progress everywhere, we must more than ever be united in unions to counter these global threats and guarantee a free, vibrant press for future generations.



Adam Portelli / Australia

Deputy Chief Executive of the Media, Entertainment & Arts Alliance (MEAA), member of ExCom since 2022, and have attended to Congress in Muscat, Oman.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

It's both an honour and a great responsibility to be part of MEAA's delegation as we meet to celebrate 100 years of journalist unionism while confronting significant threats.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

Media workers and the communities they serve need a plan that meets the challenges confronting journalism as well as a unified global union federation. It's crucial we deliver both.

**Marion Obam Mahel / Cameroon**

President of the National Union of Journalists of Cameroon (SNJC), member of ExCom since 2022, have participate to congresses in Tunis and Oman..

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

A pride in belonging to a centenary organization defending the rights of journalists.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

The world is changing, journalists and media are targets. The power of information is no longer always at the service of the truth. The Fij will have to provide clear answers to the changes in the world (artificial intelligence, assassination and genocide of journalists, reliability and integrity of information, protection of the rights of journalists), to keep the torch of hope of journalists burning.

**Ulrika Hyllert / Sweden**

President of the Swedish Union of Journalists. One congress, in Tunis.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

I feel incredibly grateful to everyone who has worked and struggled over the past hundred years in IFJ, making it possible for us to be here today.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

We need to create the conditions to stand strong and united in a world where democracy, press freedom, and trade union rights are increasingly under pressure. It is only by working together that we can help change the direction of the world. At the same time, we need to keep evolving and renewing our organization to remain relevant for the next hundred years, something we owe to those who come after us.

**Zuliana Lainez / Peru**

President of the National Association of Journalists of Peru, member of ExCom since 2010, vice-president since 2019, have attended to congresses in Moscow, Cadiz, Dublin, Angers, Tunis and Oman.

How do you feel about participating at the 100th anniversary of IFJ?

With enthusiasm. At a time when there is so much institutional fragility that a global trade union organization reaches its first centenary in such an adverse context for journalistic practice and information freedoms in the world, it is encouraging. That it is a stage to reaffirm our collective commitment is a historic moment.

What do you think are the stakes of this centenary congress for our organization and for journalism?

This congress will not only be commemorative, it has the duty to articulate a political and union response to the especially critical moment that journalism is going through around the world. In Gaza, Ukraine, the Middle East, but also in the rest of Europe, Asia, Africa, Oceania and the Americas. We must respond collectively to a context marked by violence against journalists, persistent impunity and job insecurity and the weakening of newsrooms. Added to this is misinformation, stigmatization of the press and pressure from governments – authoritarian and also democratic – that seek to limit journalistic practice.

We need a closer, more representative and active IFJ at all levels, ensuring that its leadership reflects the diversity of the unions and that its decisions are translated into concrete actions in the territories. The IFJ must promote global responses : from regulatory frameworks and sustainable financing to international protection instruments, such as a convention that confronts violence against journalists. This requires strengthening alliances with the international trade union movement and positioning journalism as a central part of the decent work agenda.

In a context of fragmentation and setbacks, consolidating a strong, coordinated and supportive global voice is not only necessary but strategic, because without organized journalists, there is no real capacity to defend journalism or democracy.



ENTRETIEN



PROJET GENDERED NEWS : un outil d'analyse des biais sexistes dans la presse

Le projet GenderedNews (Université Grenoble Alpes) analyse les inégalités de genre dans la presse française, scrutant quotidiennement des milliers d'articles. En mesurant la représentation et la parole des hommes et des femmes, la plate-forme révèle un déséquilibre structurel en faveur des premiers. Soutenu par l'AFP, Mediapart, le ministère de la Culture et Prenons la Une, le projet incite les médias à évoluer. Entretien avec Ange Richard, doctorante en sociologie et traitement automatique des langues.

Témoins : Les femmes sont-elles citées dans la presse davantage qu'avant ?

Ange Richard : Cela dépend de l'échelle de temps dans laquelle on se place. La part des femmes citées a augmenté depuis les années 1990, date des premières études de grande envergure sur la place des femmes dans les médias. À l'époque, on comptait autour de 10 à 15 % de femmes citées. Aujourd'hui on est plutôt autour de 20-25 %, avec de légères variations selon les supports (télé, radio, presse écrite ou internet). Mais il faut y ajouter deux éléments. D'abord, les pourcentages bougent très peu depuis le début des années 2010. La part d'environ 20 % stagne donc depuis une dizaine d'années. Deuxièmement, l'évolution n'est pas vraiment linéaire. Par exemple, pendant le Covid, les femmes expertes ont disparu de beaucoup de contenus médiatiques. Il serait donc incorrect d'affirmer que l'évolution est positive, elle est seulement lente.

Qu'est ce qui pourrait concrètement modifier la place des femmes dans les articles ?

La relative absence des femmes dans les contenus médiatiques n'est pas uniquement due à leur faible nombre au sein des sphères de pouvoir. Cela joue, mais il est indéniable que les journalistes ont aussi leur part à jouer en modifiant leurs pratiques pour s'évertuer à interroger plus de femmes. Cependant,

un véritable changement ne peut pas venir seulement d'un niveau individuel. Certains médias ont mis en place des consignes éditoriales et opéré des changements organisationnels pour lutter contre les inégalités dans leurs contenus. Par exemple, certaines rédactions se sont dotées d'un poste de *gender editor*, un ou une responsable éditoriale chargée d'appuyer la production d'articles portant sur les questions de genre, et de favoriser la recherche d'un équilibre genré des sources dans les contenus en général. Malheureusement, ces initiatives sont encore rares en France, ne sont pas toujours accompagnées de moyens budgétaires pour les soutenir. Elles doivent aussi composer avec des habitudes bien ancrées dans la profession, qui ont un impact sur le nombre de femmes citées : le rare renouvellement des carnets d'adresses, la priorité à l'actualité « chaude » plutôt qu'aux articles de fond, les attendus de vitesse dans la production qui entravent la

recherche d'interlocutrices par les journalistes, la primauté aux sources institutionnelles les plus haut placées plutôt qu'à des échelons inférieurs où les femmes sont plus nombreuses, les logiques économiques qui se font au détriment du reportage sur le terrain, où les journalistes ont tendance à pouvoir rencontrer plus de femmes.

Certains pays sont-ils plus vertueux que la France ?

Au niveau mondial, la France se trouve dans la moyenne des indices d'inégalités de genre dans les médias. Les médias français font moins bien que les autres démocraties européennes en termes de représentation des femmes. Cependant, les différences d'un pays à l'autre sont légères et aucun pays du monde n'atteint la parité, ce qui montre que c'est un phénomène structurel qui ne peut être réduit à des spécificités nationales. ■

Propos recueillis par Sonia Reyne

Le SNJ-CGT mène l'enquête grâce à vous

À l'occasion du 8 Mars, le pôle Femmes-Mixité du SNJ-CGT a mis en ligne un formulaire d'enquête collaborative pour évaluer la place des femmes dans les rédactions et le traitement de l'information. Il restera ouvert les six prochains mois pour laisser le temps d'y répondre. Pour obtenir le lien, envoyer un mail au syndicat.

EBRA

Début mars, lors de la rencontre entre des élus syndicaux d'Ebra et l'avocat Ralph Blindauer.

La CGT en mode rassemblé

Arrivée en juin 2025, la nouvelle PDG du groupe Ebra, Sophie Gourmelen, doit annoncer prochainement un « plan de transformation ». Pour défendre l'emploi, les conditions de travail et les salariés, des élus des différents CSE du groupe se sont retrouvés en mars pour se préparer à toutes les éventualités

« Rien ne remplace un emploi », glisse Ralph Blindauer, avocat qui sillonne la France en camping-car pour défendre les représentants des salariés au sein du comité social et économique (CSE) des entreprises. Ce jeudi de mars, une quarantaine de salariés du groupe Ebra l'ont rejoint dans une salle de conférence de l'est de la France. Le groupe Ebra, c'est le plus grand groupe de presse régionale de l'Hexagone. Il appartient au Crédit mutuel, la fameuse « banque à qui parler ». Depuis plusieurs années, la situation économique de différents titres de presse du groupe préoccupe. La mise en place du « digital first », sous la houlette de Philippe Carli, le PDG débarqué en 2025 pour avoir « liké » des messages d'extrême droite sur LinkedIn, n'a pas résolu le problème. L'ex-PDG avait annoncé le principe d'un plan de GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels), sans avoir le temps de le mettre en place.

Dans son sillage, la nouvelle PDG, Sophie Gourmelen, a annoncé, un « plan de transformation ». Si aucune information n'a filtré sur la forme que prendront les départs souhaités par la direction (une GEPP ? Un

« plan de sauvegarde de l'emploi » ? Une rupture conventionnelle collective ?), ni sur le nombre, ni sur les entreprises ou filiales du groupe, il ne fait aucun doute pour le SNJ-CGT que la meilleure préparation, c'est l'union. Des représentants Filpac-CGT et SNJ-CGT de plusieurs entités du groupe ont choisi de ne pas attendre l'attaque.

Prendre les devants

Pour cela, ils ont fait appel à l'équipe de choc de Ralph Blindauer, qui a déjà fait ses preuves chez Ebra. Au *Dauphiné libéré*, certains ont en effet œuvré à la non-homologation du plan de sauvegarde de l'emploi en 2024. Pour eux, défendre les salariés des titres de presse régionaux, c'est aussi défendre la démocratie. Un lien de corrélation récemment confirmé par l'étude « Vers des déserts médiatiques en France. La démocratie peut-elle survivre sans médias ? » menée conjointement par la Fondation Jean-Jaurès et les Relocaliseurs. Concernant les représentants des salariés, aux côtés de la CGT étaient également présents des défenseurs du « syndicalisme rassemblé » de diverses étiquettes. Certains travaillent pour des services dits supports (préresse, graphisme...), d'autres pour des

journaux. Mais tous s'attendent à de grosses turbulences dans les semaines qui viennent. Les élus ont profité de la journée pour poser toutes leurs questions et apprendre à se connaître entre les différentes entités du groupe. Avec l'envie de transposer la maxime de George Washington sur le terrain syndical : « Se préparer à la guerre est le meilleur moyen de préserver la paix. »

Marie Gall

Des annonces en juin ?

Le Bien public, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Le Républicain lorrain, L'Est républicain... Début avril, Sophie Gourmelen a entamé une tournée de tous les titres de presse d'Ebra pour évoquer son « plan de transformation », qu'elle compte présenter en juin. Face aux salariés, elle a refusé de commenter les rumeurs qui évoquent des centaines de suppressions de postes. Pour l'instant, il faut donc se contenter d'éléments de langage, comme ces injonctions à « faire évoluer l'organisation pour baisser les charges » ou « être davantage dans l'état d'esprit de conquête », avec par exemple l'objectif d'augmenter le lectorat sur le web.



AFP

LE SPECTRE de la démotivation

Sous-effectifs, surcharge de travail, faibles perspectives d'embauche, réforme de l'expatriation... L'ambiance est tendue à l'Agence France Presse. Et si la motion de défiance lancée par les syndicats n'a pas recueilli de majorité, la direction aurait tort de l'analyser comme une victoire.

« Espérons que la direction entende ce cri d'alarme. » David Courbet, délégué syndical SNJ-CGT, insiste : même si la motion de défiance lancée par les organisations syndicales de l'AFP (CGT, SNJ, Sud, FO, CFE-CGC), les représentants du personnel au conseil d'administration et la société des journalistes (SDJ) n'a pas recueilli de majorité, « ce n'est pas un blanc-seing ». Sur les 2 600 salariés dans le monde, plus de la moitié (1 350) se sont prononcés, dont 40 % pour la défiance, 46 % pour la confiance et 14 % d'abstentions. La question portait sur la « réforme de la mobilité et de l'expatriation au sein de l'agence », la « réorganisation de la rédaction et du réseau de bureaux », ou encore la « capacité [de la direction] à repenser la gestion des ressources humaines, à tracer des perspectives d'avenir, à préserver ses emplois, à protéger sa mission d'information ». Pendant le scrutin, les initiateurs de la motion de défiance ont dénoncé « des

pressions, voire des intimidations » : consignes de vote, messages aux salariés « laissant planer une menace sur leur emploi », incitation à signer une pétition au contenu « contraire à la motion de défiance »...

Une dizaine de millions d'euros d'économies

À l'AFP, le climat est lourd depuis bientôt un an. La direction porte un plan d'économies annuelles d'une dizaine de millions d'euros. Elle argue de grosses pertes de contrats avec des rédactions américaines depuis l'élection de Donald Trump, de l'arrêt – aux États-Unis pour le moment – du programme de « fact-checking » passé avec Meta (Facebook, Instagram...) et des renégociations à la baisse des contrats avec de nombreux clients. Au programme, des incitations supplémentaires au départ en retraite, avec une vingtaine de postes non remplacés. Mais aussi des postes gelés et une forte baisse du budget pour les piges et les CDD, le tout « en ne remplaçant pas les arrêts maladie et les congés maternité ou en augmentant le temps de carence entre deux CDD, ajoutant ainsi de la pression à des équipes parfois déjà à bout », précise David Courbet.

Enfin, un chamboulement complet de la politique d'« expatriation » de l'AFP. La direction veut fortement réduire le nombre de journalistes envoyés pour cinq ans à l'étranger et bénéficiant de certaines garanties (prise en charge du logement, du coût de l'école pour les enfants, aide au conjoint qui doit quitter un poste...). « Nous ne sommes pas du tout des privilégiés. Ce système est comparable, mais avec des moyens moindres, à ce qui

se fait dans d'autres boîtes qui pratiquent l'expatriation », insiste le délégué SNJ-CGT, qui rappelle qu'une règle de mobilité oblige les journalistes de l'AFP à changer de service tous les cinq ans. Parallèlement, l'AFP fait travailler de nombreux journalistes à l'étranger sous droit local. Pour ces derniers, « dans certains pays, il n'y a que deux semaines de congés payés par an », illustre David Courbet.

Risques psychosociaux évidents

Sans surprise, le rapport du cabinet Sextant sur les risques psychosociaux à l'AFP est alarmant : 70 % de salariés travaillent « constamment dans l'urgence », 48 % vivent « un sous-effectif chronique dans leur équipe », 43 % estiment que « leurs conditions de travail se sont dégradées ces douze derniers mois » et un quart sont « exposés à un risque élevé à très élevé d'épuisement professionnel ». « Des gens travaillent sur leur temps de repos », explique David Courbet, qui met en garde contre « une démotivation des troupes que sous-estime la direction, liée à un avenir peu réjouissant, où l'actualité pourrait être traitée davantage à distance au détriment du terrain. Le tout avec l'IA, qui est censée être une priorité de développement de la direction. » Une démotivation qui touche autant le personnel en place que les précaires qui attendent vainement une embauche. « Et avec un personnel démotivé, il y a un gros risque de baisse de la qualité éditoriale. Donc des clients mécontents qui négocieraient encore à la baisse leur contrat. Un véritable cercle vicieux », conclut-il. ■

L. F.

PRESSE MAGAZINE

Un carnage de plus chez Prisma

« Seul on subit, ensemble on décide ! » C'est sous ce mot d'ordre que la CGT et le SNME-CFDT de Prisma ont appelé les salariés du premier groupe de presse magazine français à se réunir le 16 avril devant le site de Louis Hachette Group, pendant que la direction les recevait. « Alors que vos élus exigent des comptes – notamment la transparence sur les effets du projet ou les sites de déménagement envisagés –, la direction campe sur ses positions. Elle se contente de reconnaître "un simple désaccord sur la stratégie", minimisant ainsi l'ampleur des enjeux. Pourtant, leur projet ne peut mener qu'à une issue : la mort programmée de Prisma Media », préviennent les deux syndicats.

Personne ne s'attendait à de bonnes nouvelles, mais les annonces faites fin mars par Prisma Media constituent un « vrai carnage », qui ferait chuter le nombre de salariés à 400, alors qu'il était de 900 avant le rachat du groupe par Bolloré en 2021. Il est question de 279 postes menacés (sur 650), dont 90 journalistes, de suppressions de titres, dont des déclinaisons de *Géo* et *Ça m'intéresse*, ainsi que de la disparition de services techniques complets.

En 2025, le bénéfice de Prisma était de six millions d'euros, alors que le *JDD / JDD News*, figure de proue du projet de promotion de l'extrême droite de Vincent Bolloré, peut visiblement se permettre de perdre sept millions d'euros par an sans que le milliardaire n'en semble gêné. Au point qu'on peut se demander pourquoi Bolloré a racheté Prisma. Il a rapatrié *Capital* dans les mêmes locaux que *CNews*, *Europe 1* et le *JDD*, et en a fait immédiatement une machine de guerre, notamment dans son entreprise de destruction de l'audiovisuel public, entraînant un départ massif de journalistes en clause de conscience. Mais pour les autres titres ? La mort à petit feu ? La volonté de les utiliser comme il pourra dans les débats de la présidentielle 2027 ? ■

CENTRE FRANCE ET OUEST-FRANCE

Perspectives d'hémorragie dans la presse régionale

Alors qu'on attend de connaître l'ampleur des dégâts chez Ebra (voir page 21), la presse quotidienne régionale vit un printemps meurtrier. À *Centre France*, la direction a annoncé 65 suppressions de postes à *La Montagne*, 13 au *Populaire du Centre*, 17 à *L'Yonne républicaine*, 7 au *Journal du Centre*, 13 à *La République du Centre*, 6 à *L'Écho républicain* et 8 au *Berry républicain*, dont 52 chez les journalistes. Les filiales spécialisées dans l'événementiel et la publicité sont également touchées.

L'intersyndicale (CGT, FO, SNJ, SNJ-CGT, CFDT, Unsa) dénonce « une spirale du déclin qui, plan après plan, tire vers le bas la rédaction et l'ensemble des services ». « Au-delà des dégâts humains », cela menace « la vitalité de la démocratie locale ». Ces annonces interviennent alors que *La Montagne* est encore sous le coup d'un plan de 47 « départs volontaires » et que sept postes ont été supprimés dans les hebdomadaires du groupe.

« Climat anxieux »

À *Ouest-France*, si l'ampleur du plan « Efficience 2 » n'est pas encore connu, le « climat anxieux » a poussé l'intersyndicale (SNJ, CFDT, CGT, FO) à appeler à un débrayage le 31 mars. C'est la nomination de trois directeurs régionaux qui a déclenché la colère, tant leur rôle semble être de réaliser le « sale boulot ». « Qui écarter ? Quels postes supprimer ? Leur feuille de route est floue. Seraient-ce des liquidateurs ? », interrogent les syndicats, qui concluent : « La majorité ne peut plus être silencieuse. » ■

“**Merci**
de tout
”



La Macif est élue Marque Préférée des Français pour la 3^{ème} fois consécutive et c'est grâce à vous.
C'est aussi l'occasion de remercier nos plus de 6,4 millions de sociétaires, adhérents ou clients qui nous accordent leur confiance.



La Macif,
c'est **vous.**

*Étude réalisée du 7 au 12 janvier 2026 par OpinionWay auprès d'un échantillon représentatif de 2001 personnes de la population française de 18 ans et plus, dans la catégorie compagnies d'assurances.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.